



## CHAPITRE 31

### LOI CONCERNANT LES PALAIS DE JUSTICE ET LES PRISONS

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des palais de justice et prisons*. S. R. 1925, c. 156, a. 1.

#### SECTION I

##### DES PRISONS ET DES MAISONS DE CORRECTION

Maisons de correction.

2. Chaque prison dans tout district de la province est une maison de correction pour le district dont elle est la prison commune et doit continuer de l'être jusqu'à ce qu'un autre édifice soit déclaré par la loi maison de correction pour ce district, et la présente disposition s'applique à toute prison qui peut être bâtie à l'avenir.

Shérif.

La maison de correction est sous les seuls soins, surveillance et administration du shérif du district dans lequel elle est située, tant qu'elle est dans le même édifice où se trouve la prison. S. R. 1925, c. 156, a. 2.

Prison de deux districts.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district.

Transfert de prisonniers.

Tout prisonnier détenu dans une des prisons de ce district peut être transféré dans une autre prison, lorsque le lieutenant-gouverneur le juge nécessaire, avec le même effet que si l'infraction ou le crime pour lequel ce prisonnier est ainsi détenu eût été commis dans le district où se trouve telle autre prison.

## CHAPTER 31

### AN ACT RESPECTING COURT HOUSES AND GAOLS

1. This act may be cited as the *Court House and Gaol Act*. R. S. 1925, c. 156, s. 1.

#### DIVISION I

##### GAOLS AND HOUSES OF CORRECTION

2. Every gaol built or to be built in any district shall be the house of correction for the district or districts of which it is the common gaol, unless and until another building is by law made the house of correction for such district.

The house of correction shall be under the sole care, superintendence and management of the sheriff of the district in which it is situate, so long as it is within the same building in which the gaol is. R. S. 1925, c. 156, s. 2.

3. The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, when he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall be also the common gaol and house of correction of any other district.

Any prisoner confined in any gaol of such district may, when the Lieutenant-Governor deems the same necessary, be transferred to any other gaol, with the same effect as if the offence or crime for which such prisoner is so confined had been committed in the district in which such other gaol is situated.

Lieu  
d'emprison-  
nement.

Toute personne arrêtée pour infraction ou crime, et dont l'incarcération a été ordonnée par autorité compétente, peut être incarcérée dans l'une ou l'autre de ces prisons avec le même effet. S. R. 1925, c. 156, a. 3.

Any person arrested for any offence or crime, where imprisonment has been lawfully ordered, may be imprisoned in either of such gaols, with a like effect. R. S. 1925, c. 156, s. 3.

Place of  
imprison-  
ment.

Déten-  
tion.

4. Tout tel prisonnier doit être détenu dans cette autre prison jusqu'à ce qu'il soit dûment élargi suivant la loi, ou jusqu'à ce qu'il soit de nouveau ramené dans la prison d'où il a été ainsi transféré pour subir son procès devant le tribunal compétent.

4. Every such prisoner shall be confined in such other gaol until discharged according to law, or until he is again brought back to the gaol, whence he was so transferred, to stand his trial before the proper court.

Deten-  
tion.

Autorisa-  
tion de  
trans-  
férer.

Une lettre du procureur général autorisant le transfert ou le retour du prisonnier est suffisante, et, en vertu de cette lettre et de la présente loi, le shérif peut transférer le prisonnier ou le ramener, suivant le cas, et lui ou ses députés, en agissant ainsi, ont, relativement au prisonnier, dans le district où il est transféré, et dans tout district qu'il traverse avec eux, les pouvoirs qu'ils auraient dans leur propre district.

A letter from the Attorney-General authorizing the transfer or return of the prisoner shall suffice, and, in virtue thereof and of this act, the sheriff may transfer or bring back the said prisoner, as the case may be, and he and his deputies shall have, in relation to the said prisoner within the district to which he shall have been transferred, and within every district through which he shall pass with him, the powers which he or they possess in their own district.

Authori-  
zation for  
transfer.

Pouvoirs  
des shé-  
rifs et  
geôliers.

Le shérif et le geôlier du district dans la prison duquel le prisonnier est transféré, et leurs députés, ont sur lui, depuis le temps où il a été remis auxdits shérif ou geôlier, les mêmes pouvoirs qu'ils auraient eus si ce prisonnier eût été écroué en premier lieu dans la prison du district mentionné en dernier lieu. S. R. 1925, c. 156, a. 4.

The sheriff and the gaoler of the district, to the gaol of which the prisoner is transferred, and their deputies, shall have in relation to such prisoner, from the time of his being committed to the said sheriff or gaoler, the same powers which they would have possessed if the said prisoner had been, in the first instance, imprisoned within the gaol of the last mentioned district. R. S. 1925, c. 156, s. 4.

Powers of  
sheriffs,  
etc.

Prisons  
addi-  
tionnel-  
les.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le juge à propos, ordonner, dans un district, la construction d'une ou de plusieurs autres prisons que celle déjà existante, ou l'acquisition ou l'usage d'un ou de plusieurs bâtiments convenables pour servir de prisons, et déclarer que telles prisons ou bâtiments, sont des prisons communes et des maisons de correction du district.

5. The Lieutenant-Governor in Council may order the construction, in any district, of one or more gaols other than that already existing, or the acquisition or use of one or more buildings suitable for the purpose, to serve as gaols, and may declare such gaol or gaols, or buildings, to be common gaols and houses of correction for the said district.

Addi-  
tional  
gaols.

Trans-  
fert de  
prison-  
niers.

Tout prisonnier détenu dans une des prisons communes de tel district peut être transféré de cette dernière prison dans une autre prison commune du district, lorsque le lieutenant-gouverneur le juge nécessaire, avec le même effet que s'il n'y avait qu'une prison commune dans le district.

Any prisoner confined in any of the common gaols of such district may be transferred therefrom to any other common gaol of the said district, when the Lieutenant-Governor deems it necessary, with the same effect as if there had been but one common gaol in the district.

Transfer  
of pris-  
oners.

Déten-  
tion.

Toute personne arrêtée pour infraction ou crime, et dont l'incarcération a été or-

Any person arrested for any offence or crime, whose imprisonment has been

Deten-  
tion.

donnée par autorité compétente, peut être écrouée dans toute prison commune du district. S. R. 1925, c. 156, a. 5.

lawfully ordered, may be imprisoned in any common gaol of the said district. R. S. 1925, c. 156, s. 5.

Direction  
des mai-  
sons de  
correc-  
tion.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, dans chacun des districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières, respectivement, trois personnes étant juges de paix pour le district, lesquelles forment un comité qui a la surveillance de la maison de correction; ce comité doit fournir les matériaux et choses nécessaires à l'usage et à l'emploi des personnes qui y sont confinées, et faire des règlements pour la gouverne de cette maison de correction, et des maîtres de cette maison, ainsi que des personnes y confinées, dans tous les cas non prévus par la loi.

6. The Lieutenant-Governor in Council may appoint in each of the districts of Quebec, Montreal and Three Rivers, respectively, three justices of the peace for the said districts, as a committee to superintend the house of correction in such district; the said committees shall provide stock and materials for the use and employment of the persons confined in the houses of correction in the said districts, and shall also make orders for the regulation of the said houses of correction and of the masters of such houses of correction, and of the persons therein confined, in all cases not provided for by law.

Règle-  
ments.

Ces règlements sont mis à exécution après avoir été approuvés par la Cour du banc du roi dans chacun de ces districts à tout terme tenu en matière criminelle.

Such regulations, being approved by the Court of King's Bench, in each of the said districts, at any criminal term, shall be carried into execution. Regulations.

Idem.

Sujets à l'approbation donnée de la même manière par la Cour du banc du roi, les comités doivent faire, aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire, d'autres règlements soit pour abroger ceux déjà existants, soit pour leur être ajoutés.

The committees shall, in like manner, and as often as they think necessary, make any other regulations, both for the repeal of such orders before made and by way of addition thereto, which must also be approved by the said court. Idem.

Prohibi-  
tion du  
fouet.

Ces règlements ne doivent, dans tous les cas, autoriser aucune personne à fouetter ou à faire fouetter des prisonniers détenus dans telle maison de correction. S. R. 1925, c. 156, a. 6.

No such regulation shall authorize any person to whip or cause to be whipped any prisoner confined in such house of correction. Whipping. R. S. 1925, c. 156, s. 6.

Avance  
de deniers.

7. Jusqu'à ce que des maisons de correction séparées soient établies dans les districts ci-dessus mentionnés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut avancer, annuellement, aux comités dans chacun de ces districts, sur les deniers non affectés entre les mains du trésorier de la province, une somme n'excédant pas huit cents dollars pour le district de Québec, une somme n'excédant pas huit cents dollars pour le district de Montréal, et une somme n'excédant pas quatre cents dollars pour le district de Trois-Rivières, afin de donner à ces comités les moyens de louer, ou autrement se procurer, un bâtiment propre et convenable pour servir de maison de correction temporaire, d'aménager ce bâtiment de manière qu'il puisse servir à l'usage

7. Until separate houses of correction are erected in the said districts, the Lieutenant-Governor in Council may, out of any unappropriated moneys in the hands of the Provincial Treasurer, advance annually to the committees aforesaid in the said districts, a sum not exceeding eight hundred dollars for the district of Quebec, a sum not exceeding eight hundred dollars for the district of Montreal, and a sum not exceeding four hundred dollars for the district of Three Rivers, for the purpose of enabling the said committees to hire or provide a building fit to serve as temporary house of correction, to lay out such building in a way suitable for its use as such, and for the kind of work to be done therein, and also to provide stock and materials for the Annual advances.

auquel il doit être employé et au genre de travail qui doit y être exécuté, et aussi de fournir les matériaux et objets nécessaires au travail et à l'occupation des personnes confinées dans ces maisons de correction, et d'accorder des salaires raisonnables aux surintendants et aux gardiens de ces maisons de correction dans chacun de ces districts. S. R. 1925, c. 156, a. 7.

employment of the persons confined in a house of correction, as well as for the purpose of allowing reasonable salaries to the superintendent and keepers thereof, in each district. R. S. 1925, c. 156, s. 7.

Supplément pour Montréal.

8. En raison de l'augmentation de la population du district de Montréal, et du grand nombre de prisonniers dans la maison de correction de ce district, le lieutenant-gouverneur en conseil peut avancer, à même les fonds ci-dessus mentionnés pour les fins susdites, telle autre somme qui est jugée nécessaire, sur la représentation du comité chargé de la surveillance de telle maison de correction et l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, mais la somme avancée, en sus de la somme annuelle ci-dessus mentionnée de huit cents dollars, ne doit pas excéder la somme de quatre cents dollars par année. S. R. 1925, c. 156, a. 8.

8. In consequence of the increase of the population of the district of Montreal, and the great number of prisoners in the house of correction for the said district, the Lieutenant-Governor in Council may advance, out of any of the said funds, such further sum for the purpose aforesaid, as on a representation from the committee for superintending the said house of correction may be found necessary and is approved of by the Lieutenant-Governor in Council, but the additional sum so advanced over and above the said annual sum of eight hundred dollars, shall not, in any one year, exceed four hundred dollars. R. S. 1925, c. 156, s. 8. Montreal.

Maisons de correction dans les prisons.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter, pour la maison de correction, les parties des prisons communes dans les cités de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières, qui peuvent être inoccupées, et être convenablement consacrées à cet objet, sur le rapport des membres du comité chargé de surveiller la maison de correction. S. R. 1925, c. 156, a. 9.

9. The Lieutenant-Governor in Council may appropriate, for the purpose of a house of correction, such part or parts of the common gaols in the cities of Quebec, Montreal and Trois-Rivières as may be vacant, and can be conveniently appropriated to that purpose, upon the report of the members of the committees appointed to superintend houses of correction. R. S. 1925, c. 156, s. 9; 1 Geo. VI, c. 106, s. 1. Houses of correction in gaols.

## SECTION II

### DE L'ENTRETIEN DES PALAIS DE JUSTICE ET DES PRISONS

Propriété du gouvernement.

10. Le titre de propriété du palais de justice et de la prison de district, au chef-lieu ou près du chef-lieu, dans chacun des districts de la province, appartient au gouvernement. S. R. 1925, c. 156, a. 10; 19 Geo. V, c. 54, a. 1; 3 Geo. VI, c. 9, a. 16.

## DIVISION II

### MAINTENANCE OF COURT HOUSES AND GAOLS

Assurance.

11. Le ministre des travaux publics peut faire assurer, contre les pertes résultant du feu, tout palais de justice

10. The title to the district court house and gaol, at or near the chief-place in each district of the Province, shall belong to the Government. R. S. 1925, c. 156, s. 10; 19 Geo. V, c. 54, s. 1; 3 Geo. VI, c. 9, s. 16. Govt. ownership.

11. The Minister of Public Works may insure against loss by fire each and every court house and gaol belonging to the

et toute prison appartenant au gouvernement. S. R. 1925, c. 156, a. 11; 19 Geo. V, c. 54, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 79; 1 Ed. VIII (2), c. 20, a. 59.

Government. R. S. 1925, c. 156, s. 11; 19 Geo. V, c. 54, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 79; 1 Ed. VIII (2), c. 20, s. 59.

Palais de justice de comté.

**12.** Le titre de propriété d'un palais de justice d'un district électoral et de l'emplacement sur lequel il est construit appartient à la municipalité de comté pour les intérêts ou droits qu'elle y a acquis. S. R. 1925, c. 156, a. 12.

**12.** The title to any electoral district court house, and to the site thereof, shall be vested in the county municipality to the extent of such right or interest as it may have acquired therein. R. S. 1925, c. 156, s. 12.

Budget.

**13.** Les sommes requises pour tenir en bon état de réparation les palais de justice et prisons de district et pour payer les jurés dans les affaires criminelles sont prises sur les montants votés, chaque année, par la Législature.

**13.** The sums required for keeping in good repair the district court houses and gaols and for paying the jurors in criminal cases shall be taken out of the moneys voted each year by the Legislature.

Sommes versées au fonds consolidé.

De même que toutes autres sommes qui, avant le premier juillet 1933, devaient, en vertu de toute loi, être versées au fonds des bâtisses et des jurés, les sommes suivantes doivent, à compter de cette date, être versées au fonds consolidé du revenu:

Together with any other sums which, before July 1st 1933, were under any act payable into the building and jury fund, the following sums shall, from and after said date, be paid into the consolidated revenue fund:

Pourcentage sur exécutions.

1° Un pour cent sur les deniers perçus par le shérif du district ou par tout huissier y résidant, en vertu d'exécution de meubles dans toute cause civile, et un pour cent sur toute somme d'argent perçue par le shérif du district en vertu d'une exécution d'immeuble, dans une cause civile, pourvu que la somme d'argent perçue excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, et un pour cent sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipal, si cette somme n'excède pas ce montant ou s'il n'y a pas d'hypothèque. Néanmoins, si le montant réalisé par la vente de l'immeuble, bien que n'étant pas de la totalité de la première hypothèque, est plus élevé que la moitié de l'évaluation municipale, le pourcentage est prélevé sur le montant réalisé;

1. One per cent upon all moneys levied by the sheriff of the district, or by any bailiff residing therein, under execution against moveables in any civil case, and one per cent upon all moneys levied by the sheriff of the district under execution against immoveables in any civil case, provided the sum levied exceeds the amount of the first hypothec upon the immoveables sold, and one per cent upon one-half of the value set forth in the municipal valuation, if such sum does not exceed the amount of such first hypothec or when there is no hypothec. Nevertheless, if the sum realized by the sale of the immoveable, although not equal to the first hypothec, is higher than one-half of such municipal valuation, the percentage shall be levied upon the price of sale;

Faillite.

S'il s'agit d'exécution d'immeubles faite conformément aux dispositions de la Loi de faillite, (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 11), le droit de un pour cent exigible sous l'autorité du présent paragraphe 1° est perçu par le bureau du revenu à Québec, et déposé au trésor de la province;

In the event of an execution against immoveables under the provisions of The Bankruptcy Act, (Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11), the duty of one per cent exigible under this paragraph 1 shall be collected by the Revenue Branch at Quebec and deposited in the Provincial treasury;

Contributions

2° Une contribution annuelle de douze dollars, imposée sur chaque municipalité

2. A yearly contribution of twelve dollars from each local municipality in the

municipi- pales.	dans le district, sujette aux exceptions et dispositions suivantes, savoir :	district, subject to the following exceptions and provisions, that is to say :	Quebec, Montreal.
Québec, Montréal.	Les cités de Québec et de Montréal contribuent chacune pour le double du montant total qui est ainsi prélevé de toutes les autres municipalités locales, dans les limites de chacun des districts de Québec et de Montréal.	The cities of Quebec and Montreal shall each contribute double the aggregate amount to be so contributed by all the other local municipalities within the districts of Quebec and Montreal, respectively;	
Trois- Rivières, Sher- brooke.	Les cités de Trois-Rivières et de Sherbrooke contribuent chacune pour un cinquième du total qui est ainsi prélevé de toutes les autres municipalités locales dans les limites de chacun des districts des Trois-Rivières et de Saint-François.	The cities of Trois-Rivières and Sherbrooke shall each contribute a sum equal to one-fifth of the aggregate amount to be so contributed by all the other local municipalities within the districts of Three Rivers and St. Francis, respectively.	Trois- Rivières, Sher- brooke.
Paie- ment.	Ces contributions sont payées par chacune de ces municipalités au percepteur du revenu de la province pour le district de revenu dans lequel elles sont situées, le premier jour juridique du mois de juillet de chaque année; à défaut de paiement par une municipalité du montant qu'elle doit, le jour ci-dessus spécifié, chaque année, ces contributions peuvent être recouvrées, avec les frais, par une action intentée pour Sa Majesté devant tout tribunal de juridiction compétente.	Such contributions shall be paid by such municipalities, respectively, to the collector of provincial revenue for the revenue district in which they are respectively situate, on the first juridical day of July in each year ; and, in default of payment by any municipality of the amount due by it on such day in each year, the same may be recovered, with costs, by an action brought, on behalf of His Majesty, before any competent court.	Payment.
Interpré- tation.	L'expression "municipalité locale," dans le présent article, comprend toute cité ou ville constituée en corporation. S. R. 1925, c. 156, a. 13; 17 Geo. V, c. 52, a. 1; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1 et 3; 3 Geo. VI, c. 9, a. 2; 3 Geo. VI, c. 15, a. 1; O. C. No 2303 du 6 septembre 1941.	The term "local municipality" in this section shall include every incorporated city or town. R. S. 1925, c. 156, s. 13; 17 Geo. V, c. 52, s. 1; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1 and 3; 1 Geo. VI, c. 106, s. 1; 3 Geo. VI, c. 9, s. 2; 3 Geo. VI, c. 15, s. 1; O. C. No. 2303 of the 6th of September, 1941.	Interpre- tation.
Perception par le shérif.	<b>14.</b> Les sommes qui, d'après l'article 13, doivent être versées au fonds consolidé du revenu, sont, à l'exception de la contribution prévue au paragraphe 2 <sup>o</sup> dudit article, perçues sous le contrôle du procureur général par le shérif qui en rend compte au trésorier de la province, au temps et en la manière et la forme que ce dernier indique.	<b>14.</b> The sums which must be paid into the consolidated revenue fund under section 13, except the contribution contemplated in paragraph 2 of the said section, shall be collected, under the control of the Attorney General, by the sheriff, who shall render an account thereof to the Provincial Treasurer, at such time and in such manner and form as the latter shall appoint.	Collection by she- riff.
Excédent.	Le shérif est considéré comme un officier employé à la perception du revenu au sens des dispositions des articles 7 et suivants de la Loi du contrôle du revenu (chap. 73). Tout excédent de deniers formant partie de ce fonds peut être placé, par le trésorier de la province, en effets du gouvernement. S. R. 1925, c. 156, a. 15; 19 Geo. V, c. 54, a. 2; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1 et 3; O. C. No 2303 du 6 septembre 1941.	The sheriff shall be deemed an officer employed in the collection of the revenue within the meaning of the provisions of sections 7 and following of the Provincial Revenue Act (Chap. 73). Any surplus moneys forming part of such fund may be invested by the Provincial Treasurer in Government securities. R. S. 1925, c. 156, s. 15; 19 Geo. V, c. 54, s. 2; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1 and 3; O. C. No. 2303 of the 6th of September 1941.	Invest- ment of surplus.

Amendes,  
etc.

**15.** Tous les deniers provenant, dans un district, des amendes versées entre les mains du greffier de la paix ou de la couronne, ou de la violation des cautionnements ou obligations sont versés entre les mains du shérif de tel district et forment partie du fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 156, a. 19; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1 et 3; O. C. No 2303 du 6 septembre 1941.

**15.** All moneys arising in any district from fines paid to the clerk of the peace, or of the Crown, or from the forfeiture of bonds or recognizances, shall be paid over to the sheriff of such district, and shall form part of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 156, s. 19; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1 and 3; O. C. No. 2303 of the 6th of September 1941.

Site des  
édifices.

**16.** Toutes les fois qu'il devient nécessaire de construire ou de reconstruire un palais de justice ou une prison dans un district, ce palais de justice ou cette prison peut être érigé au chef-lieu du district ou auprès du chef-lieu, à tel endroit que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit, et, aussitôt que l'édifice est prêt, il est employé pour toutes les fins de l'administration de la justice. S. R. 1925, c. 156, a. 20; 3 Geo. VI, c. 9, a. 2.

**16.** Whenever it becomes necessary to build or to rebuild any court house or gaol in any district, such court house or gaol may be built at or near the chief-place of the district, at such place as the Lieutenant-Governor in Council shall direct, and, as soon as it is ready, it shall be used for all the purposes relating to the administration of justice. R. S. 1925, c. 156, s. 20; 3 Geo. VI, c. 9, s. 2.

Bâtiments  
temporaires.

**17.** Lorsqu'il devient nécessaire de reconstruire un palais de justice ou une prison, le shérif du district peut, pendant sa construction, se procurer, au chef-lieu ou auprès du chef-lieu, à l'endroit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'usage temporaire d'un bâtiment convenable pour un palais de justice ou pour une prison, ou les deux, selon le cas, laquelle est employée, pour les fins de l'administration de la justice en matières civile et criminelle, de la même manière et avec le même effet légal qu'un palais de justice ou une prison à l'état permanent pourrait l'être. S. R. 1925, c. 156, a. 21.

**17.** Whenever it becomes necessary to rebuild a court house or gaol, the sheriff in any district may, during its reconstruction, procure temporarily, at or near the chief-place, at a place to be approved by the Lieutenant-governor in Council, a building suitable for a court house or gaol, or both, as the case may be, which shall be used for the purposes of the administration of justice in civil and criminal matters, in the same manner and with the same legal effect as a permanent court house and gaol might be. R. S. 1925, c. 156, s. 21.

Vente des  
édifices.

**18.** Si, dans un district, un palais de justice ou une prison n'est plus nécessaire pour l'usage de ce district, le ministre des travaux publics peut les faire vendre ainsi que l'emplacement sur lequel ils sont construits. S. R. 1925, c. 156, a. 23; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1 et 3; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 81; 1 Ed. VIII (2), c. 20, a. 59; O. C. No 2303 du 6 septembre 1941.

**18.** If, in any district, any court house or gaol is no longer required for the use of such district, the Minister of Public Works may cause the same and the land on which it is built, to be sold. R. S. 1925, c. 156, s. 23; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1 and 3; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 81; 1 Ed. VIII (2), c. 20, s. 59; O. C. No. 2303 of the 6th of September 1941.

## SECTION III

## DIVISION III

DE L'USAGE DES PALAIS DE JUSTICE PAR LA COUR  
DE L'ÉCHIQUIER DU CANADAUSE OF COURT HOUSES BY THE JUDGE OF THE  
EXCHEQUER COURT OF CANADA

Séances.

**19.** Dans le cas où la Cour de l'échiquier du Canada est appelée à tenir ses

**19.** When sittings of the Exchequer Court of Canada are appointed to be

séances dans une cité, une ville ou dans un endroit où il existe un palais de justice, le juge présidant chacune de ces séances possède, à tous égards, la même autorité qu'un juge de la Cour supérieure, en ce qui regarde l'usage du palais de justice et des autres bâtiments ou salles réservées, en tel endroit, à l'administration de la justice. S. R. 1925, c. 156, a. 24.

held in any city, town or place in which a court-house is situated, the judge presiding at any such sittings shall have, in all respects, the same authority as a judge of the Superior Court in regard to the use of the court-house and other buildings or apartments set apart in such place for the administration of justice. R. S. 1925, c. 156, s. 24.

#### SECTION IV

##### DES ALLOCATIONS AUX MUNICIPALITÉS DE COMTÉ POUR LEURS PALAIS DE JUSTICE

#### DIVISION IV

##### GRANT TO COUNTY MUNICIPALITIES FOR THEIR COURT HOUSES

Alloca-  
tion.

**20.** A même le fonds des municipalités de la province, mentionné dans la Loi du fonds des municipalités (chap. 91) il est accordé à chaque municipalité de comté, dans laquelle il n'y a pas de cour de district, la somme de douze cents dollars, pour construire ou se procurer un palais de justice, à un endroit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme celui où doit être tenue la Cour de circuit dans le district électoral et sur un emplacement qui doit être fourni par la municipalité locale dans laquelle il est situé, libre de toutes charges et approuvé par le ministre des travaux publics.

**20.** Out of the municipalities' fund for the Province of Quebec mentioned in the Municipalities' Fund Act (Chap. 91), there shall be allowed to each county municipality, in which there is no district court, the sum of twelve hundred dollars towards building or procuring a court house at a place to be approved by the Lieutenant-Governor in Council, at which the Circuit Court shall be held in the electoral district, and on a site to be furnished by the local municipality in which it is situate, free from all incumbrances and approved by the Minister of Public Works.

Intérêt.

Jusqu'à ce que cette somme soit requise pour cette fin, l'intérêt en est payé annuellement à la corporation de comté pour les fins municipales, ou, à l'option de la corporation de comté, ajouté à telle somme pour être employée à construire ou se procurer un meilleur palais de justice.

Until the said sum is required for such purposes, the interest thereon shall be paid yearly to the county corporation for municipal purposes, or, at the option of such county corporation, added to such sum, in order to be applied in building or procuring a better court house.

Plusieurs  
palais de  
justice.

S'il y a plus d'un palais de justice à construire dans le district électoral, le deuxième et tous, à l'exception du premier, doivent être construits aux frais de la municipalité de comté, sur un emplacement fourni comme susdit par la municipalité locale dans laquelle il doit être construit. S. R. 1925, c. 156, a. 25; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 82; 1 Ed. VIII (2), c. 20, a. 59.

If there is more than one court house to be built in the electoral district, all but the first shall be built at the expense of the county municipality, on a site to be furnished as aforesaid by the local municipality in which it is built. R. S. 1925, c. 156, s. 25; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 82; 1 Ed. VIII (2), c. 20, s. 59.

Si aucun  
endroit ne  
peut être  
choisi.

**21.** A même ce fonds, il est accordé à chaque municipalité de comté où il n'y a pas de cour de district, et dans laquelle aucun endroit ne peut être choisi ou continué comme celui où doit être tenue la Cour de circuit, la somme de six cents dollars pour des fins municipales. S. R. 1925, c. 156, a. 26.

**21.** Out of the said fund, there shall be allowed to each county municipality in which there is no district court, and in which no place can be appointed or continued as that at which the Circuit Court shall be held, the sum of six hundred dollars, for municipal purposes. R. S. 1925, c. 156, s. 26.



Vente de  
palais de  
justice.

**22.** Si, dans un district électoral, il y a un palais de justice qui n'est point requis pour les fins judiciaires, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut le faire vendre et ajouter le produit de la vente à la part du fonds des municipalités revenant à la municipalité de comté, si le chef-lieu du district judiciaire n'est pas dans ce district électoral, dans le but de contribuer à y construire le palais de justice. S. R. 1925, c. 156, a. 27.

**22.** If, in any electoral district, there be a court house which is not required for judicial purposes, the Lieutenant-Governor may, by order-in-council, cause the same to be sold, and add the proceeds of the sale to the share of the municipalities' fund coming to the county municipality, if the chief-place of the judicial district is not in such electoral district, as an addition to the fund for building the court house in such electoral district. R. S. 1925, c. 156, s. 27.

Sale of  
court  
houses.

Endroit  
où est te-  
nue la  
cour.

**23.** Toutes les cours qui doivent être tenues à l'endroit où un palais de justice est construit en vertu de la présente section, doivent être tenues dans ce palais de justice, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le cas où l'édifice serait détruit ou grandement endommagé, n'ordonne, comme il le peut, de les tenir dans quelque autre édifice. S. R. 1925, c. 156, a. 28.

**23.** All courts to be held at the place where any court house is built under this division shall be held in such court house, unless the Lieutenant-Governor in Council, in case of the destruction of or great damage to the building, directs them to be held in some other building. R. S. 1925, c. 156, s. 28.

Place for  
holding  
all courts.

## SECTION V

## DIVISION V

## DES TAXES SUR LES PROCÉDURES JUDICIAIRES

## TAXES UPON JUDICIAL PROCEEDINGS

Imposi-  
tion de  
taxes sur  
les procé-  
dures.

**24.** Le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, imposer la taxe ou le droit qu'il juge convenable sur les procédures judiciaires, dans tout district autre que le district de Pontiac, et sur les clôtures d'inventaires, les assemblées d'un conseil de famille, les insinuations ou les enregistrements dans les bureaux de ces cours, les nominations de tuteurs ou curateurs, l'apposition ou la levée des scellés, les vérifications de testaments ou autres matières semblables, ainsi que sur toute procédure devant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, et les séances d'un ou des juges de paix, des juges des sessions de la paix, des shérifs, sur toute procédure devant un recorder ou une Cour de recorder, et généralement sur toute procédure devant un juge de paix ou officier de justice ou ministériel ou devant tout tribunal quelconque. S. R. 1925, c. 156, a. 29.

**24.** The Lieutenant-Governor in Council may impose such tax or duty as he sees fit, on any proceedings had in any of the courts in any district other than the district of Pontiac, and upon the closing of inventories, family councils, insinuations or registrations in the offices of such courts, the appointments of tutors or curators, affixing or taking off seals, probates of wills or other like matters, also upon any proceedings at or before the Commissioners' Courts for the summary trial of small causes, and at sittings of a justice or justices of the peace, judges of the Sessions of the Peace and sheriffs, respectively, upon any proceedings before any recorder or Recorder's Court, and generally upon any proceeding before any judge, justice of the peace, or judicial or ministerial officer, or court. R. S. 1925, c. 156, s. 29.

Taxation  
of certain  
proceed-  
ings.

Applica-  
tion de la  
loi 12 V.,  
c. 112.

**25.** Les dispositions de la loi 12 Victoria, chapitre 112, relatives à la construction et à la réparation de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada,

**25.** The act 12 Victoria, chapter 112, being an act to make provision for the erection and repair of court houses and gaols at certain places in Lower Canada,

Applica-  
tion of 12  
Vict.,  
c. 112.

continuent à s'appliquer à l'impôt, à la perception et au paiement de cette taxe ou de ce droit, et ce, conformément aux dispositions de la Loi des timbres (chap. 75).

shall continue to apply to the imposing, levying and payment of such tax or duty, in conformity with the provisions of the Stamp Act (Chap. 75).

Fonds consolidés.

Ces droits ou taxes forment partie du fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 156, a. 30; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1 et 3; O. C. No 2303 du 6 septembre 1941.

Such duties or taxes shall form part of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 156, s. 30; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1 and 3; O. C. No. 2303 of the 6th of September 1941.

Application de certains honoraires.

**26.** Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, réserver, par arrêté en conseil, la partie des honoraires du greffier ou du crieur de ces Cours de circuit, tenues à un endroit autre que le chef-lieu du district, qu'il juge à propos d'affecter au paiement de toutes dépenses contingentes pour l'entretien de ces cours. S. R. 1925, c. 156, a. 31.

**26.** The Lieutenant-Governor may, by order-in-council, at any time, reserve Certain fees. such portion of the fees of the clerks or criers of the Circuit Courts, held at any other place than the chief-place of a district, as he deems proper, to be appropriated for the payment of any contingencies for the maintenance of such courts. R. S. 1925, c. 156, s. 31.

Sommes perçues une seule fois.

**27.** La somme d'argent à être perçue dans tout district en vertu de la section IV de la loi 12 Victoria, chapitre 112, relativement à la construction et à la réparation des maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada, ou en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 13 de la présente loi, ne peut être perçue qu'une fois. S. R. 1925, c. 156, a. 32.

**27.** The money to be collected in any district in virtue of section IV of the act 12 Victoria, chapter 112, being an act to make provision for the erection or repair of court houses and gaols at certain places in Lower Canada, or under paragraph 1 of section 13 of this act, shall be collected once only. R. S. 1925, c. 156, s. 32.

Limitation de pouvoirs.

**28.** Le pouvoir accordé par les articles 24, 25 et 26, d'imposer une taxe ou un droit n'est pas exercé à l'égard des endroits mentionnés dans la loi 12 Victoria, chapitre 112, quant aux items, procédures ou documents sur lesquels une taxe ou un droit est maintenant perçu en ces endroits, tel qu'imposé en vertu de la section cinquième de ladite loi, aussi longtemps qu'il continuera d'y être perçu pour les fins de cette loi. S. R. 1925, c. 156, a. 33.

**28.** The power given by sections 24, 25 and 26 to impose a tax or duty shall not be exercised in the places mentioned in the act 12 Victoria, chapter 112, with respect to such items, proceedings or documents upon which a tax or duty is then collected at those places as imposed under the authority of the fifth section of such act, so long as such tax or duty continues to be collected at such places for the purposes of such act. R. S. 1925, c. 156, s. 33.

Excédent.

**29.** L'excédent de cette taxe ou de ce droit perçu en quelqu'un de ces endroits, restant après paiement du principal et des intérêts dus sur les obligations émises sous l'empire de ladite loi pour et à l'égard de tels endroits, forme partie du fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 156, a. 34; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1 et 3; O. C. No 2303 du 6 septembre 1941.

**29.** Any surplus of the above-mentioned tax or duty collected at any of such places, remaining after payment of principal and interest on the debentures issued under such act for and in respect of any such place, shall form part of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 156, s. 34; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1 and 3; O. C. No. 2303 of the 6th of September 1941.

## SECTION VI

## DIVISION VI

DE LA CONTRIBUTION POUR LE MAINTIEN DES  
PRISONS DANS LES CITÉS DE QUÉBEC ET DE  
MONTREAL

CONTRIBUTION FOR THE CARE OF GAOLS IN THE  
CITIES OF QUEBEC AND MONTREAL

Contribu-  
tion des  
cités.

**30.** 1. Le shérif du district de Québec et celui du district de Montréal, doivent, le premier jour juridique de chacun des mois de mars, juin, septembre et décembre, chaque année, fournir, le premier au greffier de la cité de Québec, et le second au greffier de la cité de Montréal, pour l'information du conseil de chacune desdites cités, un état par écrit des dépenses probables nécessaires au maintien de la prison commune de leur district respectif durant les trois mois suivants, en sus de toute somme d'argent disponible à cette fin qu'il a entre ses mains à l'époque où ledit état est transmis; et chacun de ces shérifs, par son mandat ou ses mandats, peut, de temps en temps, requérir le conseil de la cité de payer, à même les fonds de ladite cité, toutes sommes d'argent n'excédant pas les deux tiers de la somme mentionnée dans l'état alors transmis en dernier lieu; et, là-dessus, le conseil de la cité fait payer au shérif les sommes mentionnées dans le mandat, par le trésorier de la cité, dans les quarante jours qui suivent le jour où le mandat a été remis au greffier de la cité; pourvu toujours que les sommes d'argent qui sont exigées et reçues du conseil de la cité, pour les fins et en la manière susdites, n'excèdent en aucune année, la somme de deux mille quatre cents dollars pour la cité de Montréal, et de seize cents dollars pour la cité de Québec; et le shérif a droit d'action au nom de Sa Majesté pour recouvrer les sommes restant dues. Les états fournis par le shérif comme susdit font preuve par eux-mêmes du montant probable des dépenses à encourir pour le maintien de la prison pour les périodes de temps y mentionnées. Le shérif doit rendre compte au conseil de la cité de l'emploi des sommes d'argent à lui payées pour les fins et en la manière susdites.

Réserve.

Droit  
d'action.

Comptes.

Fonds in-  
suffisants.

2. Dans le cas où les fonds ordinaires de corporations se trouvent insuffisants pour faire face aux contributions susdites, il est

**30.** 1. The sheriffs of the districts of Quebec and Montreal shall, on the first juridical days of March, June, September, and December, in each year, furnish, the former to the city clerk of the city of Quebec, and the latter to the city clerk of the city of Montreal, for the information of the council of each city, a statement in writing of the probable expenses necessary for the maintenance of the common gaol of their respective districts during the three following months, over and above any sum of money available for that purpose which he may have in his hands at the time when such statement is sent; and each of such sheriffs may, from time to time, by his warrant or warrants, require the council of the city to pay, out of the funds of the city, all moneys not exceeding two-thirds of the sum mentioned in the statement which has last been sent; and thereupon the council of the city shall cause the sums mentioned in the warrant to be paid to the sheriff by the treasurer of the city, within the forty days following the day when such warrant was delivered to the city clerk; provided always that the sums of money which shall be demanded and received from the council of the city, for the purposes and in the manner aforesaid, shall not exceed in any one year the sum of two thousand four hundred dollars for the city of Montreal, and of sixteen hundred dollars for the city of Quebec; and the sheriff shall have a right of action in His Majesty's name to recover the sums remaining due. The statements furnished by the sheriff as aforesaid shall constitute *prima facie* evidence of the probable amount of the expenses to be incurred for the maintenance of the gaol for the periods of time therein mentioned. The sheriff shall account to the council of the city for the application of the moneys paid to him for the purposes and in the manner aforesaid.

Contribu-  
tions by  
cities.

Proviso.

Right of  
action.

Account-  
ing.

2. If the ordinary funds of the said corporations are insufficient to meet such contribution, the council thereof may

Insuffi-  
cient  
funds.

loisible au conseil de chaque corporation d'imposer pour cette fin une taxe ou cotisation spéciale en sus du montant pour lequel ce conseil est alors autorisé à imposer des taxes ou cotisations, et d'affecter à cette fin toute partie des honoraires de la Cour de recorder, ou d'imposer sur les procédures en cette cour une taxe spéciale dans le but de former un fonds pour cet objet. S. R. 1925, c. 156, a. 35.

impose for that purpose a special tax or assessment, over and above the amount for which such council is then authorized by law to impose rates or assessments, and appropriate for that purpose any part of the fees of the Recorder's Court, or impose upon proceedings in that court a special tax, to create a fund for the above-mentioned purpose. R. S. 1925, c. 156, s. 35.

Disposi-  
tions con-  
tinuées.

**31.** Rien dans la présente section ne peut invalider en aucune manière les dispositions de la loi 12 Victoria, chapitre 112, relatives à la construction et à la réparation des maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada ; mais toutes les dispositions de cette loi doivent demeurer en vigueur quant aux districts y mentionnés et jusqu'à ce que ladite loi ait eu son entier accomplissement. S. R. 1925, c. 156, a. 36.

**31.** Nothing in this division shall affect the act 12 Victoria, chapter 112, being an act to make provision for the erection or repair of court houses and gaols at certain places in Lower Canada; but all the provisions of such act shall remain in full force with respect to the district therein mentioned, and until the objects of the said act have been fully carried out. R. S. 1925, c. 156, s. 36. Act not affected.

#### SECTION VII

#### DIVISION VII

##### DES LIQUEURS ALCOOLIQUES DANS LES PRISONS

##### ALCOHOLIC LIQUOR IN GAOLS

Prohibi-  
tion.

**32. 1.** Il ne peut être vendu, fourni ou donné aucune liqueur alcoolique aux personnes détenues dans quelque prison de la province, à moins qu'elle ne soit donnée par ordre d'un médecin, chirurgien ou pharmacien licencié.

**32. 1.** No alcoholic liquor shall be sold, supplied, or given, to any persons confined in any gaol in the Province, unless the same be prescribed or given by or under the direction of a licensed physician, surgeon or druggist. Prohibition.

Infraction  
par offi-  
cier.

**2.** Si un geôlier, gardien ou officier d'une prison, vend, prête, fournit ou donne, permet ou souffre, sciemment, que des liqueurs alcooliques soient vendues, prêtées, fournies ou données dans une prison, ou y apportées, pour l'usage de tout prisonnier y détenu, excepté les liqueurs alcooliques qui peuvent être ordonnées comme susdit, ce geôlier ou gardien ou cet autre officier est passible, pour chaque semblable infraction, d'une amende de quarante dollars ; et pour une deuxième infraction, en sus de telle amende, il encourt la perte de sa charge.

**2.** Any gaoler, keeper or officer of any gaol, who sells, lends, supplies or gives away, or knowingly furnishes or suffers any alcoholic liquor to be sold, lent, supplied or given in any gaol, or brought therein, for the use of any prisoner confined therein, except when prescribed or given as aforesaid, shall, for every such offence, be liable to a fine of forty dollars, and for a second like offence shall, over and above such fine, incur the forfeiture of his office. Contravention by officer.

Peine.

Cette amende est recouvrée avec dépens devant toute cour d'archives en cette province ; moitié en est payée à la couronne, et l'autre moitié appartient à la personne qui en fait la poursuite.

Such fine shall be recoverable with full costs in any court of record in this Province; and one-half thereof shall go to the Crown, and the other half to any person suing for the same. Recovery.

Recouvre-  
ment de  
l'amende.

Liqueurs  
introdui-  
tes dans  
une pri-  
son.

**3.** Si une personne porte ou apporte, ou tente de porter ou apporter dans quelque une des prisons, des liqueurs alcooliques, ex-

**3.** If any person carries, brings or attempts or endeavors to carry or bring, into any of the said gaols, any alcoholic Bringing liquor into gaol.

- cepté celles ordonnées comme susdit, le geôlier, le gardien ou l'officier, dans une telle prison, peut arrêter ou faire arrêter le délinquant et le conduire devant un juge de paix pour le district dans lequel la prison est située, lequel peut entendre et rendre jugement sur l'infraction d'une manière sommaire, et, sur conviction, envoyer ce délinquant à la prison commune ou à la maison de correction pour y être détenu pour un terme n'excédant pas trois mois. S. R. 1925, c. 156, a. 37.
- Peine. liquor, except when prescribed as aforesaid, the gaoler, keeper or officer of any such gaol may apprehend, or cause to be apprehended, such offender, and bring him before a justice of the peace for the district in which such gaol is situated, who may hear and determine such offence in a summary manner, and, on conviction of the offender, shall commit him forthwith to the common gaol or house of correction for any time not exceeding three months. R. S. 1925, c. 156, s. 37. Penalty.

## SECTION VIII

## DIVISION VIII

## DES INSPECTEURS DES PRISONS ET AUTRES INSTITUTIONS

## INSPECTORS OF GAOLS AND OTHER INSTITUTIONS

- 33.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, en vertu de la présente section, des personnes compétentes, au nombre de trois au plus, comme inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions.
- 33.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint, under the provisions of this division, fit persons, not more than three in number, to be inspectors of gaols, hospitals and other institutions. Appointment.
- Contrôle.** Ces inspecteurs restent en charge durant bon plaisir et sont sous le contrôle du procureur général en ce qui concerne l'inspection des prisons, sous le contrôle du secrétaire de la province pour ce qui concerne les écoles de réforme et les écoles d'industrie, et sous le contrôle du ministère de la santé et du bien-être social pour ce qui concerne les hôpitaux, les asiles et les institutions charitables. S. R. 1925, c. 156, a. 38 ; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.
- Such inspectors shall hold office during pleasure, and shall be under the control of the Attorney-General, insofar as the inspection of gaols is concerned, under the control of the Provincial Secretary as regards reformatory and industrial schools, and under the control of the Minister of Health and Social Welfare as regards hospitals, asylums and habitable institutions. R. S. 1925, c. 156, s. 38; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16. Control.**
- Distribution des fonctions.** **34.** Le procureur général, le secrétaire de la province ou le ministre de la santé et du bien-être social, selon le cas, peut en tout temps assigner aux inspecteurs respectivement telles parties qu'il juge à propos des fonctions qui sont, par la présente section, assignées aux inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions ou remplies par eux; il peut aussi, en tout temps, prescrire à l'un desdits inspecteurs d'avoir à remplir toutes fonctions qui ont été assignées à un autre ou sont ordinairement remplies par ce dernier. S. R. 1925, c. 156, a. 39; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.
- 34.** The Attorney-General, the Provincial Secretary or the Minister of Health and Social Welfare, as the case may be, may, at any time, assign to the inspectors, respectively, such parts as he may think proper of the duties which are by this division assigned to or performed by inspectors of gaols, hospitals and other institutions, and may also, at any time, order any one of such inspectors to perform any duties which have been assigned to or are ordinarily performed by another. R. S. 1925, c. 156, s. 39; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16. Duties assigned.
- Inspection.** **35.** Les inspecteurs visitent et examinent, séparément ou en corps, sous la direction du procureur général, toutes les
- 35.** The inspectors shall visit and inspect, either singly or together, under the direction of the Attorney-General, Inspection.

prisons, maisons de correction et prisons, ou places de détention dans cette province, aussi souvent qu'il leur est prescrit par le procureur général ou par les règlements.

Enquête.

Les inspecteurs ou chacun d'eux peuvent interroger, et ce sous serment s'ils le jugent à propos, quiconque tient une charge ou reçoit un salaire ou des émoluments dans un lieu de détention, requérir et examiner tous les livres et papiers se rapportant à ce lieu et s'enquérir de toutes les matières qui le concernent. S. R. 1925, c. 156, a. 40; 4 Geo. VI, c. 55, a. 1.

every gaol, house of correction, prison, or place kept or used for the confinement of persons, in any part of the Province, as often as ordered by the Attorney-General or by the regulations.

The inspectors, or each of them, may examine, and under oath if they think proper, any person holding any office or receiving any salary or emolument in a place of confinement, and call for and inspect all books and papers relating to such place of confinement, and may inquire into all matters relating thereto. R. S. 1925, c. 156, s. 40; 4 Geo. VI, c. 55, s. 1. Examination, etc.

Juges de paix.

**36.** Les inspecteurs nommés en vertu de la présente section sont, à titre d'office et sans aucune condition de propriété foncière, juges de paix pour toute la province. S. R. 1925, c. 156, a. 41.

**36.** The inspectors appointed in virtue of this division shall be *ex officio*, and without the necessity of real property qualification, justices of the peace for the whole Province. R. S. 1925, c. 156, a. 41. Justices of the peace.

Règlements.

**37.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender ou abroger des règlements pour l'administration des prisons communes de cette province, en ce qui concerne :

**37.** The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, or repeal regulations for the administration of the common gaols of the Province, in matters relating to : Regulations.

1° L'entretien des prisonniers sous le rapport des aliments, des vêtements, de la literie et autres articles nécessaires;

1. The maintenance of the prisoners in regard to diet, clothing, bedding, and other necessities ;

2° Leur emploi d'une manière profitable pour les revenus publics;

2. Their employment to the profit of the public revenue;

3° Les soins de médecin;

3. Medical attendance ;

4° L'instruction religieuse;

4. Religious instruction ;

5° La conduite des prisonniers et les moyens de contrainte et de punition auxquels ils peuvent être soumis;

5. The conduct of the prisoners, and the restraint and punishment to which they may be subjected ;

6° Le traitement et la garde des prisonniers généralement, toute l'économie et la régie interne de la prison, et toutes les matières qui s'y rattachent, selon qu'ils le jugent utile et expédient. S. R. 1925, c. 156, a. 42; 20 Geo. V, c. 71, a. 1.

6. The treatment and custody of the prisoners generally, the whole internal economy and management of the gaol, and all matters connected therewith as they may think useful and expedient. R. S. 1925, c. 156, s. 42; 20 Geo. V, c. 71, s. 1.

Visite d'hôpitaux.

**38.** Les inspecteurs, séparément ou en corps, aussi souvent qu'il est prescrit par le ministre de la santé et du bien-être social ou par les règlements, sont tenus de visiter et d'examiner chaque hôpital ou autre institution charitable, maintenu en entier par octroi de deniers publics, ou à l'aide de deniers prélevés en vertu de la loi, et de faire rapport au ministre de la santé et du bien-être social de l'état de chaque hôpital ou autre

**38.** The inspectors, either singly or together, as often as may be ordered by the Minister of Health and Social Welfare, or by the regulations, shall visit and examine every hospital or other charitable institution supported wholly by grant of public money, or by money levied under authority of law, and report to the Minister of Health and Social Welfare as to the condition and management of each hospital Inspection of hospitals.

institution charitable et de son administration. S. R. 1925, c. 156, a. 43; 4 Geo. VI, c. 55, a. 2; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.

or other charitable institution. R. S. 1925, c. 156, s. 43; 4 Geo. VI, c. 55, s. 2; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16.

Visite  
d'hôpi-  
taux.

**39.** Les inspecteurs, séparément ou en corps, doivent visiter et examiner chaque hôpital ou autre institution charitable supporté en tout par un octroi de deniers publics, chaque fois qu'ils en sont requis par le ministre de la santé et du bien-être social, et lui faire rapport de ses état, administration et condition.

**39.** The inspectors, either singly or together, shall visit and examine every hospital or other charitable institution, supported wholly by grant of public money, whenever required so to do by the Minister of Health and Social Welfare, and shall report to him upon its state, management and condition.

Inspection  
of hospi-  
tal.

Accès  
refusé.

Si l'accès leur en est refusé pour telle inspection, ils doivent faire immédiatement rapport au ministre de la santé et du bien-être social de ce refus et des circonstances qui s'y rattachent. S. R. 1925, c. 156, a. 44; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.

In case of refusal of admission into the same for the purpose of inspection, they shall forthwith report such refusal and the circumstances attending the same, to the Minister of Health and Social Welfare. R. S. 1925, c. 156, s. 44; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16.

Admis-  
sion re-  
fused.

Asile de  
Beauport.

**40.** Tant que la Législature accordera un octroi à l'Hôpital St-Michel-Archange (asile des aliénés de Beauport), près de Québec, les inspecteurs pourront visiter cet asile aussi souvent qu'ils le jugeront à propos, et devront le visiter lorsque le ministre de la santé et du bien être social l'ordonnera, et selon que le prescrivent les règlements.

**40.** So long as any appropriation of money is made by the Legislature in aid of the *Hôpital Saint-Michel-Archange* (Beauport Lunatic Asylum), near Quebec, the inspectors may visit such asylum as often as they may think fit. and must visit it when ordered by the Minister of Health and Social Welfare, as prescribed by the regulations.

Beauport  
Asylum.

Rapport  
annuel.

Dans leur rapport annuel, ils doivent exposer au long l'état et l'administration de cet asile, et la condition de ceux qui l'habitent. S. R. 1925, c. 156, a. 45; 4 Geo. VI, c. 55, a. 3; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.

In their annual report they shall give full particulars as to the state and management of such asylum and the condition of its inmates. R. S. 1925, c. 156, s. 45; 4 Geo. VI, c. 55, s. 3; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16.

Report.

Autres  
asiles.

**41.** Au cas où tout autre asile pour les aliénés, les sourds-muets ou les aveugles, serait maintenu entièrement aux frais du gouvernement, les inspecteurs, nommés en vertu de la présente section, ont et exercent les mêmes pouvoirs et remplissent les mêmes devoirs, relativement à ces asiles, que ceux qui leur sont conférés et assignés par l'article 40, relativement à l'Hôpital St-Michel-Archange. S. R. 1925, c. 156, a. 47.

**41.** In case any other lunatic asylum, or any asylum for idiots, or for the deaf, dumb or blind, be maintained wholly at the expense of the Government, the inspectors appointed under this division shall have and perform the same powers and duties with respect to such asylums respectively, as are vested in them by virtue of section 40 with respect to the *Hôpital Saint-Michel-Archange* (Beauport Lunatic Asylum). R. S. 1925, c. 156, a. 47.

Other  
asylums.

Rapport  
annuel.

**42.** Les inspecteurs font un rapport annuel correct et complet au procureur général pour les prisons, maisons de correction et prisons, ou places de détention, au secrétaire de la province pour les écoles de réforme et les écoles d'industrie, et au

**42.** The inspectors shall make a full and accurate annual report, to the Attorney-General insofar as gaols, houses of correction, prisons, or places of confinement are concerned, to the Provincial Secretary insofar as reformatory and indus-

Annual  
report.

ministre de la santé et du bien-être social pour les différents asiles, hôpitaux et institutions soumis à leur inspection, de l'état, de la condition et de l'administration des différentes institutions soumises à leur inspection et examinées par eux ou chacun d'eux pendant l'année précédente, avec les suggestions qu'ils croient opportun de faire pour leur amélioration, et, à ces rapports sont joints tous états et tableaux statistiques que peut juger utiles ou que requiert le procureur général, le secrétaire de la province ou le ministre de la santé et du bien-être social, selon le cas. S. R. 1925, c. 156, a. 48; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.

trial schools are concerned, and to the Minister of Health and Social Welfare insofar as the several asylums, hospitals, and institutions under their inspection are concerned, of the state, condition and management of the various institutions subject to their inspection, and inspected by them, or any of them, during the preceding year, together with such suggestions for the improvement of the same as they may deem necessary, and shall annex to such report all statements and tables of statistics as the Attorney-General, the Provincial Secretary, or the Minister of Health and Social Welfare, as the case may be, may require or deem useful. R. S. 1925, c. 156, s. 48; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16.

Rapports  
spéciaux.

**43.** Si les inspecteurs trouvent, à quelque époque, qu'une prison, une maison de correction et prison, ou place de détention, ou un hôpital ou une autre institution charitable maintenu en entier par octrois de deniers publics ou à l'aide de deniers prélevés en vertu de la loi, ne possède pas les aménagements convenables et nécessaires au point de vue de l'hygiène, ou qu'ils sont devenus impropres à la détention des prisonniers ou des patients, ils sont tenus d'en faire aussitôt rapport au procureur général, au secrétaire de la province ou au ministre de la santé et du bien-être social, selon le cas. S. R. 1925, c. 156, a. 49; 5 Geo. VI, c. 22, aa. 7, 15 et 16.

**43.** If the inspectors find at any time that a gaol, house of correction, prison, or place of confinement, or a hospital or any other charitable institution, maintained wholly by the grant of public moneys or by the aid of moneys levied in virtue of the law, has not the proper and necessary appointments, as far as health is concerned, or that it has become unsuitable for the confinement of prisoners or patients, they shall forthwith report thereupon to the Attorney-General, to the Provincial Secretary, or to the Minister of Health and Social Welfare, as the case may be. R. S. 1925, c. 156, s. 49; 5 Geo. VI, c. 22, ss. 7, 15 and 16. Special reports.

Réglementation.

**44.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour préciser les devoirs des inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions et spécialement pour régler la fréquence et l'époque des visites et inspections. S. R. 1925, c. 156, a. 50; 4 Geo. VI, c. 55, a. 5.

**44.** The Lieutenant-Governor in Council may adopt regulations to specify the duties of the inspectors of gaols, hospitals and other institutions and especially to ordain how often and at what period the visits and inspections are to be made. R. S. 1925, c. 156, s. 50; 4 Geo. VI, c. 55, s. 5. Regulations.